

CTA du 28 Janvier 2019 - Rennes

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

Le Sgen-CFDT tient avant tout à remercier les services pour la qualité des documents fournis.

Le travail, trop souvent invisible, des personnels administratifs est indispensable à la bonne marche de notre ministère.

Les 400 suppressions de postes annoncées, qui s'ajoutent à celles des années précédentes ne sont pas sans nous inquiéter quant aux moyens d'assurer la bonne gestion des élèves et des personnels, dans les EPLE et dans les services déconcentrés.

En cette période de vœux, nous aurions voulu formuler le vœu d'un véritable dialogue social, sincère et apaisé, mais les mesures sur lesquelles nous avons à nous prononcer aujourd'hui et les réformes en cours nous font craindre que ce ne soit pas la voie choisie.

Un dialogue social sincère c'est d'abord un dialogue qui ne se construit pas sur une réalité tronquée, voire, sur des chiffres mensongers.

Ainsi ce sont bien 118 postes qui sont supprimés dans le 2nd degré et non 29.

Dans les établissements, c'est à cette réalité-là que vont devoir faire face nos collègues à la prochaine rentrée, il y aura plus d'une centaine d'enseignants en moins.

Le Sgen-CFDT s'est de tout temps opposé au recours aux heures supplémentaires, il ne change pas d'idée.

Aujourd'hui le ministre voudrait nous faire croire que les collègues sont demandeurs de ces heures supplémentaires pour améliorer un pouvoir d'achat dégradé, en grande partie du fait des choix gouvernementaux, pourtant même lui ne semble pas y croire, puisqu'il juge utile de rendre obligatoire une deuxième heure supplémentaire...

Un dialogue social sincère exige également que les personnels ne se sentent pas méprisés :

- mépris du métier d'enseignant, que l'on devine, derrière cette mesure d'obligation de 2 heures supplémentaires, laissant entendre à demi-mots que les collègues ne travaillent pas assez,
- mépris des personnels et des élèves dans la mise en œuvre d'une réforme du lycée, bâclée et qui ne prend pas le temps du dialogue avec les professionnels chargés de la mettre en œuvre,

- mépris des engagements alors que le rapport Mathiot proposait une réforme à moyens constants,
- enfin mépris des instances consultatives, avec, dernier exemple en date, une publication de programmes pourtant rejetés par tous.

Il est encore temps de faire une pause, de reporter la réforme et d'ouvrir des négociations. Repenser les modalités d'évaluation, allouer des moyens supplémentaires à la formation, donner du temps de concertation aux équipes, abonder les marges horaires surtout en première et terminale, se donner du temps pour respecter les équilibres territoriaux... Bref, repenser l'architecture globale de cette réforme.

Dans le premier degré la dotation nulle permet cette année encore une progression du taux d'encadrement, du fait de la perte de nombreux élèves dans l'académie ...

Là encore le dialogue social fait défaut :

- depuis plusieurs années le Sgen CFDT demande la tenue d'un groupe de travail sur la répartition des moyens entre les départements, afin que cela se fasse dans la transparence.
 - vous affirmez dans le document préparatoire que cette carte scolaire est construite en s'appuyant sur un modèle tenant compte d'indicateurs objectifs, territoriaux et sociaux... pourtant les mêmes éléments l'an dernier donnaient une répartition sensiblement différente des moyens ...
- Plus loin, à la lecture des objectifs académiques nous avons le sentiment d'une carte construite dans la tension des événements sociaux et politiques du moment, ce que nous pouvons entendre, mais qui mériterait à notre sens un travail et un dialogue avec les représentants des personnels.

Manque de dialogue et de transparence encore dans le projet d'école du socle que vous portez, Madame la Rectrice et qui inquiète les collègues.

En l'absence d'informations et de dialogue avec les représentants des personnels, les rumeurs vont bon train dans les écoles...

Ce manque de lisibilité de la politique académique est source d'inquiétude chez nos collègues, nous vous avons déjà alerté l'an dernier au sujet de la mise en œuvre de la réorganisation des services, nos collègues administratifs nous disaient alors leur inquiétude et le mal être lié à ces réorganisations qui se faisaient sans eux. Ce qui se passe aujourd'hui autour de l'école du socle procède de la même méthode et produit les mêmes effets.



Nous réitérons donc la demande formulée en Novembre, avec la majorité des représentants des personnels ici présents, de voir se tenir un CTA extraordinaire sur la réorganisation de l'Académie.

Le délai réglementaire de deux mois étant dépassé, nous attendons donc une réponse aujourd'hui !

Nous notons un point positif la reconnaissance par le rectorat que les collèges bretons n'étaient pas dotés de façon réglementaire ces dernières années avec l'affirmation noir sur blanc dans les documents de travail que les IMP sont à exclure des 26+3h attribuées à chaque établissement.

Cette remarque nous la faisons depuis trois ans, c'est fort long pour être entendu.

Nous aurions aimé voir une augmentation des moyens attribués pour la prise en charge des élèves allophones tant cela génère des difficultés pour les enfants concernés comme pour les collègues en écoles, collèges et lycées, avec de plus des incidences fortes sur la charge de travail des personnels de la MLDS.

Nous vous souhaitons, Madame la Rectrice, ainsi qu'à tous les personnels présents à ce Comité Technique et à tous ceux de l'Académie une excellente année 2019. Mais nous ne voyons malheureusement pas dans la politique engagée par le gouvernement, ni dans sa mise en œuvre dans l'Académie de Rennes, des signes d'amélioration de la situation. Dégradation des conditions de travail, mépris des personnels, bricolage dans les mises en œuvre, baisse du pouvoir d'achat et refus du dialogue social sont de mauvais signes. Avec les personnels le Sgen-CFDT fera tout son possible pour faire évoluer cette situation.

Je vous remercie de votre écoute